

Quand dire c'est réprimer: l'espace public et les stratégies de rue

Dominique Wisler

Publié dans : *Management, Policing, and Governance*, ed. by TC Team Consult, Felix Verlag, Holzkirchen, pp. 169-185

La dynamique de la manifestation violente paraît se nouer dans l'interaction symbolique et stratégique entre les adversaires directs de la rue. Waddington (1994), dans une belle étude ethnographique de la police métropolitaine de Londres, fait l'inventaire des pratiques policières informelles destinées à prévenir en gagnant l'assentiment et les sympathies des organisateurs les désordres potentiels. Pour Stark (1972), l'inexpérience et des problèmes de coordination au sein de l'organisation du maintien de l'ordre peuvent faire basculer un événement pacifique dans la violence et provoquer ainsi ce qu'il appelle des „émeutes policières“. Bruneteaux (1996) attribue la pacification de la protestation en France à celle, préalable, des forces du maintien de l'ordre. Giugni et Wisler (1998), analysant des séries temporelles, établissent un lien causal entre l'intensification de la répression et les violences manifestantes.

En ramenant l'explication de la violence à l'interaction entre adversaires dans la rue, ces études se concentrent sur ce qui n'est peut-être qu'un épiphénomène. Les stratégies de rue, ainsi qu'on essaiera de le montrer, renvoient aux luttes discursives qui se déroulent dans l'espace public plutôt qu'à la dynamique des échanges de coups entre les adversaires qui s'opposent dans l'exiguïté de la rue. La manifestation, en effet, se joue toujours une seconde fois, en différé, sur les écrans de télévision et, plus largement, dans l'espace public. L'affrontement verbal qui y a lieu et son issue affectent les stratégies des acteurs dans la rue qui observent les images, forcément reconstruites et altérées, que l'espace public leur renvoie de leur propre action. Dans la manifestation de papier (Champagne 1990), l'action est une prise de parole performatrice et les acteurs en lutte sont maintenant les élites. Il y a une mutation des acteurs. Ce sont des porteparole, des éditorialistes, des politiciens, ou encore des experts, qui s'affrontent pour imposer un sens particulier aux événements. L'issue de cette lutte discursive est cruciale pour les adversaires de la rue. Leur action porte inévitablement l'empreinte des luttes discursives passées et de

l'anticipation des luttes différées. Les coups échangés de part et d'autre des barricades de la rue ne sont pas ceux d'une partie d'échec, où seul le geste de l'adversaire qui fait face compte, mais ils renvoient aux luttes discursives et aux paroles échangées dans l'espace public, où se noue véritablement la dynamique de l'action collective.

Discours et maintien de l'ordre

Pour désigner les acteurs dans leur rôle d'interprètes de la réalité sociale dans l'espace public, on emploiera de manière interchangeable les termes de „locuteurs“ (Neidhardt 1993) et de „sponsors“ (Gamson et Modigliani 1986). Au lendemain d'une opération de maintien de l'ordre, les locuteurs ont à leur disposition deux scénarios, ou „paquets interprétatifs“ (Gamson et Modigliani 1986), opposés. Le premier de ces scénarios, celui des libertés publiques, dénonce invariablement les provocations, les dérapages et la brutalité policiers et attribue, en dernière analyse, l'origine des violences au changement social. Lui fait face le scénario de l'ordre public. Pour ce dernier, la police ne fait que répondre aux assauts de casseurs emportés par la colère et habilement manipulés par des agitateurs professionnels venus d'ailleurs. Ces scénarios sont des ressources discursives stéréotypées, des manières de prêts-à-porter culturels, qui servent aux locuteurs pour donner leur „version des faits“ lorsqu'il s'agira de reconstruire la chronologie des événements, de spécifier les faits et d'attribuer les responsabilités. Le choix du scénario ne dépend pas forcément de la réalité extérieure, de l'échange de coups dans la rue tel qu'il s'est passé, mais s'explique bien plutôt par le rapport de forces politiques et les luttes de pouvoir passées.¹ Lorsqu'un scénario „gagne“, s'impose, dans l'espace public et que, par définition, les prises de parole de la plupart des locuteurs convergent, on parlera alors d'une „opinion publique“ (Neidhardt 1993). Cette opinion publique est à distinguer de l'opinion du public que réunit l'ensemble des opinions privées des individus (Habermas 1962).

La construction sociale gagnante, hégémonique, impose des contraintes aux acteurs de la rue. Ceux-ci réagissent aux réactions de l'opinion exprimées le lendemain d'une manifestation, mais ils anticipent aussi ces réactions par leur connaissance des luttes passées. Aucune manifestation, en somme, n'échappe à l'influence de l'espace public. Avec le changement de paradigme observé

¹ Pour une discussion historique des conditions du succès d'un scénario sur l'ordre public voir Tackenberg et Wisler (1998).

dans les années 1980, où une police des citoyens se substitue progressivement à une police d'Etat², l'opinion publique prend la place des sommets de l'Etat pour légitimer l'emploi de la force publique. Une polémique sur l'usage de la force publique éclate-t-elle et la police se retrouve instantanément sous le projecteur des médias (Gitlin 1980, Gamson 1975). Incapable de se dérober au regard inquisiteur du public, la police est susceptible de modifier son action. Un profil bas est désormais probable. En perdant momentanément ses repères, l'action policière peut aussi devenir hésitante et inconsistante (Karstedt-Henke 1980). En revanche, si la controverse s'épuise et que le scénario de l'ordre public s'impose dans l'espace public, on peut s'attendre à voir la protestation devenir un „point aveugle“ du public et, à la faveur de l'ombre et d'une majorité devenue silencieuse, la répression prendre le dessus dans la rue. L'action des manifestants n'échappe pas non plus aux alignements discursifs produits dans l'espace public. Une polémique sur l'usage de la force publique, résultant dans l'affaiblissement soudain de la police, encourage la mobilisation et ouvre des perspectives de succès. En revanche, si les médias cessent de s'intéresser à l'action protestataire et que, par exemple, un regain de répression n'est pas répercuté instantanément par une attention renouvelée du public, cette fermeture de l'espace public peut se traduire par l'abandon progressif de l'action collective.

Le succès d'un scénario, la convergence des prises de parole des locuteurs, n'est jamais assuré. L'hégémonie peut être contestée et les deux scénarios - celui de l'ordre et celui des libertés - peuvent trouver tout deux des soutiens importants. L'espace public est soit homogène soit divisé. Traditionnellement, la gauche tend d'ailleurs à adopter le scénario des libertés publiques tandis que les préférences de la droite vont au scénario de l'ordre. Cependant, rien n'est jamais complètement joué d'avance. Une gauche au pouvoir ou à la veille d'élections peut choisir le camp de l'ordre. Mais la droite peut aussi se révéler un sponsor enthousiaste du scénario des libertés publiques à l'occasion de manifestations d'agriculteurs par exemple. Lors de vagues de protestation, des renversements d'alliance sont toujours possible. Des paniques morales peuvent contraindre les sponsors des libertés publiques à se taire. Ce moment précis, où une majorité se dessine dans l'espace public, est souvent décrit par les acteurs de la rue comme un „tournant“ et leurs stratégies se modifient en conséquence.

² Loubet del Bayle (1992).

Esquisse de la recherche

Pour illustrer la théorie, nous discuterons deux occurrences de désordres publics survenus à Zurich - l'émeute dite du Globus et celle de l'Opéra - et les alignements discursifs qui se sont produits dans l'espace public zurichois. Les réactions à ces deux événements furent contrastées et, en conséquence, les actions policière et protestataire eurent des trajectoires diverses. L'émeute du Globus s'inscrivit dans la vague de mobilisation estudiantine de 1968. La violence prit la police zurichoise de court. Sous-équipée, peu entraînée, son action fut „colérique“. Les brutalités policières, commises pendant et après la manifestation, furent attestées par de nombreux témoignages ainsi qu'une enquête administrative. Pourtant, au lendemain de l'événement, elles firent l'objet de dénégations ou furent banalisées par la plupart des locuteurs de telle sorte que les autorités purent prendre des mesures drastiques de „restauration de l'ordre“ sans être inquiétées. Le contraste avec la manifestation de l'Opéra est pratiquement total. Celle-ci se déroula 12 ans plus tard, en mai 1980. La police zurichoise, rompue au maintien de l'ordre après une bonne décennie de mobilisation, plus expérimentée et professionnelle, mieux équipée également, ne commit plus les excès de 1968. Pourtant, elle dut faire front à une puissante coalition de libertés publiques. La sphère publique se remplit instantanément d'assertions contradictoires venant de sponsors majeurs. Le maintien de l'ordre, en 1980, était devenu un enjeu essentiellement contesté et l'objet d'une lutte discursive dont l'issue n'était guère prévisible. Alors que l'émeute du Globus marqua un coup d'arrêt à la protestation, celle de l'Opéra fut suivie par une vague de plus de 70 manifestations, souvent violentes. La police, jusqu'au „tournant“ de l'opinion survenu vers le milieu de la vague, adopta la majeure partie du temps un profil bas. Après le tournant, une politique de restauration de l'ordre se mit en place.

Pour mesurer la force de la coalition des libertés publiques à Zurich, nous nous concentrerons sur les prises de parole du parti socialiste (PS). Le PS est le plus grand parti zurichois et monopolise la gauche. Le parti communiste et les partis de la nouvelle gauche sont insignifiants en termes électoraux, tandis que les verts ne sont entrés au parlement local qu'en 1986. Le PS est un membre traditionnel de la coalition gouvernementale zurichoise et, dans les deux cas analysés, il en était un partenaire minoritaire. Nous aborderons le discours du PS à travers ses déclarations et prises de position lors des débats parlementaires au sein de l'assemblée municipale ainsi que dans son organe officiel, *Volksrecht*.

Dans le champ médiatique, le quotidien crucial pour notre analyse est le *Tages-Anzeiger* (TA). La *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ), proche de la droite, adopte invariablement depuis près d'un siècle le scénario de l'ordre. En revanche, le *Tages-Anzeiger*, dont la distribution est aussi plus large, se présente comme un quotidien plus libéral et plus susceptible, le cas échéant, d'adopter le scénario des libertés publiques. Alors que ces deux organes de presse appartiennent à la presse de qualité, le troisième quotidien zurichois, le *Blick*, est un journal populaire. On peut le comparer au *Bild Zeitung* allemand et au *Sun* britannique. Le *Blick* est versatile et peut changer de scénario du jour au lendemain. Tandis que dans les deux cas - l'émeute du Globus et la manifestation de l'Opéra - le *Blick* adopta initialement le scénario des libertés publiques, il a rapidement modifié sa position au cours de la vague de 1980-82. Pour évaluer la force de la coalition des libertés publiques, il s'agira d'analyser en priorité les positions prises dans et par le *Tages-Anzeiger*.

L'analyse de la vague de protestation de 1980 permet d'observer, d'une part, un „tournant“ dans les alignements discursifs de l'espace public et, d'autre part, les effets de ce tournant sur les formes d'action des adversaires directs dans la rue. Pour documenter ce tournant, nous analyserons succinctement les débats parlementaires ainsi que le projecteur des médias sur la mobilisation. Lorsque le silence parlementaire s'est installé et que la presse, dans son ensemble, a cessé de couvrir systématiquement la vague de protestation, la répression s'est considérablement renforcée et la démobilisation a suivi.

Avant de passer à l'étude proprement dite des émeutes du Globus et de l'Opéra, il convient de revenir sur la notion de scénario et de clarifier le contenu des scénarios de l'ordre public et des libertés publiques. Les données présentées ici sont tirées d'une analyse de contenu d'une cinquantaine de manifestations tumultueuses en Suisse depuis 1965 et dont nous résumons les lignes essentielles.³ Ces scénarios sont des idéaux-types et, dans les événements discursifs que sont les articles de presse individuels, ils se présentent souvent sous une forme plus nuancée. La description de ces deux idéaux-types permettra de situer les prises de parole lors des émeutes du Globus et de l'Opéra et de les ramener ainsi à l'un ou à l'autre des deux scénarios identifiés.

³ Cf. aussi Tackenberg (1997).

Les scénarios

La notion de „narratif“ („frame“), discutée initialement dans le courant phénoménologique de la sociologie et en particulier par Goffman, a été développée par plusieurs auteurs pour analyser le discours politique (Snow et Benford 1986,1992, Hunt et al. 1992, Schön et Rein 1994). Un „narratif“ est une idée structurante dans le discours; elle focalise, sélectionne, amplifie ou condense, en bref organise la perception. La fonction sociale du narratif est de mobiliser les sympathies et de convaincre. Les narratifs sont organisés en „paquets“ dans le discours (Gamson et Modigliani 1986) ou „scénario“ (Bennett 1980). Le terme de scénario sera préféré ici à celui de paquet de narratifs en raison de l’agencement des narratifs qui évoquent la structure d’un scénario littéraire. En effet, un scénario comporte au moins cinq types de narratifs principaux: le script, des antagonistes et des protagonistes, un diagnostique et un pronostic (cf. della Porta 1998).

Le *script* décrit de manière suggestive la séquence des événements, de même qu’il retient et sélectionne un certain nombre de faits et renvoie à de sources, des textes spécifiques. Ainsi, par exemple, les deux coalitions sont traditionnellement en désaccord quant au nombre de manifestants. La presse libérale retient souvent le chiffre des organisateurs et la presse conservatrice celui de la police (Mann 1974). Le scénario contient également un label des *protagonistes*, à savoir du groupe et de ses sympathisants qui sont perçus comme soutenant les buts de la manifestation et ses valeurs ou, dans le cas du scénario de l’ordre, de la police et de ses soutiens politiques. Ce narratif effectue des affirmations attributives sur l’identité du groupe ou l’ensemble de groupes, ses valeurs et ses motifs. Le narratif *antagoniste* met en scène un groupe ou ensemble de groupes perçus comme opposé au mouvement ou la police dans le rôle du vilain. Tandis qu’à la fois les narratifs protagonistes et antagonistes apposent des étiquettes sur les différents acteurs de la manifestation et leurs supporters, le diagnostique évalue les violence et en cherche les raisons profondes (Snow et Benford 1988:200). Finalement, le pronostic spécifie ce qui doit être entrepris et par qui pour rétablir l’ordre public. Le pronostic définit à la fois les cibles, les stratégies et les tactiques.

Deux images alternatives de la protestation et du rôle de la police

Les scripts sur l’ordre et les libertés publics sont en désaccord constant sur la chronologie des événements. La coalition de l’ordre public se sert d’un modèle de „violence programmée“ pour

construire cette séquence. A ses yeux, les violences étaient „planifiées“, „prévues de longue date“, „bien organisées“ et seraient advenues qu'elle que fût la réaction des forces de l'ordre. A cette interprétation le scénario des libertés publiques oppose une interprétation de la violence en termes „d'escalade“. La manifestation a „dégénéré“, les violences sont intervenues „spontanément“ et ont „surpris“ tout le monde. Les violences sont analysées comme le produit de l'intervention policière. Celle-ci a „provoqué“, par un équipement trop visible ou en commettant des erreurs tactiques; elle n'a pas su se montrer „patiente“, „flexible“, ou „tolérante“ et, lorsqu'elle est intervenue, elle l'a fait avec „brutalité“. Chacune des deux coalitions exagère, amplifie, la violence de l'antagoniste et emploie des euphémismes pour décrire la violence des protagonistes.

Le vocabulaire employé par le scénario de l'ordre pour décrire l'antagoniste est particulièrement riche, ce qui dénote une activité discursive intense et la construction d'un problème social (Fairclough 1992). Le modèle adopté par le scénario de l'ordre pour décrire le manifestant est celui de l'„outsider“. Les manifestants ne sont pas „représentatifs“: le groupe social dont ils se réclament, „injustement“, „ne les suit pas“, „ne partagent pas leurs demandes“.⁴ Les manifestants sont un „groupuscule“, une „minuscule minorité“, „un groupe insignifiant mais bruyant“, „une poignée“. S'ajoute à la distance sociale une distance géographique: ils sont „d'ailleurs“.⁵ Refusant de reconnaître une quelconque représentativité aux manifestants, le scénario de l'ordre public peut du même coup nier l'existence d'un problème. Pour lui, les violences sont le résultat de l'agitation politique de quelques leaders „habiles“, „stratégiques“ et „intelligents“ mais malhonnêtes“, qui profitent de „jeunes“, désignés comme „naïfs“, „apolitiques“ et „irrationnels“. Les premiers sont là pour des motifs politiques peu avouables; les seconds parce qu'ils veulent „casser“. Ce paradigme de la manipulation, et les métaphores militaristes qui l'accompagne souvent dans le script⁶, projettent la manifestation dans l'ordre plus large des relations internationales. Si les „ficelles“ conduisaient dans les années 1970 encore dans le „camp

⁴ cf. également Murdock 1973:376

⁵ Ainsi, à Genève, on parlera de „casseurs français“ ou d'„anarchistes alémaniques“; à Zurich, on mentionnera qu'on „vient de toute la Suisse“ pour casser du flic; à Berne qu'on est venu de Zurich pour affronter la police, etc.

⁶ Ainsi: „les manifestants donnent l'assaut“, des „commandos de manifestants“, les „états-majors de la manifestation“, „les munitions“, leur „artillerie“, les „trêves“, etc.

communiste“, elles mènent aujourd’hui plutôt à des organisations „anachroniques“. Par ailleurs, la vision de la manifestation comme jeu stratégique est remplacée, de plus en plus, par celle d’un jeu tout court. Les manifestants violents semblent sortis d’une vidéo brutale et la rue est décrite, dans les années 1990, comme „immense jeu vidéo“. Le pronostic du scénario de l’ordre public, niant la réalité d’un véritable problème structurel derrière les violences, se fait l’avocat invariablement de la répression.

A l’inverse, le manifestant du scénario des libertés publiques est un „citoyen“, un „individu normal“, un „démocrate“. Celui-ci est rendu colérique soit par l’action policière soit par le changement social. Le plus souvent, par les deux. Il n’est pas isolé, mais soutenu par toute une „classe sociale“, et, en dernière analyse, par „l’opinion publique“. Les violences sont la pointe émergée d’un iceberg. Les „structures“ ont changé, des demandes ont été „négligées“. Alors qu’au début des années 1970 ce scénario établissait un lien entre les affrontements et les structures autoritaires de la société, il y voit plutôt aujourd’hui le résultat du néolibéralisme des années 1990 et une division de la société en gagnants et en perdants, en quartiers résidentiels et en banlieues. Les autorités doivent instaurer le dialogue politique et entreprendre des réformes de fond. La police doit „désarmer“ et adopter un „profil bas“ plutôt que d’envenimer, par ses pratiques répressives, la situation.

L’émeute du Globus

L’émeute du Globus eut lieu le 30 juin 1968. Durant plusieurs semaines, les organisations naissantes de la nouvelle gauche zurichoise avaient tenté d’obtenir un centre culturel autogéré dans des locaux municipaux laissés vacants par le déménagement de la chaîne de magasin Globus au centre ville. La mobilisation était soutenue par une trentaine de parlementaires locaux, situés au centre-gauche. De son côté, la police municipale zurichoise faisait depuis quelques mois la une des médias. On l’accusait de brutalités, notamment lors d’un concert de Jimi Hendricks, et de corruption. Un juge cantonal avait été chargé par la mairie de mener une enquête sur ces événements et son rapport était attendu pour l’été.

Les autorités municipales paraissaient peu disposées à accéder aux demandes du mouvement et celui-ci, dans l’espoir de forcer la décision, lança un „ultimatum“ en organisant une „manifestation de mise en garde“ devant les locaux du Globus. L’événement dégénéra lorsque les forces de l’ordre voulurent dégager les abords de Globus et une nuit d’émeute s’ensuivit. La

police procéda à 167 arrestations et brutalisa, ainsi que cela fut confirmé plus tard par l'enquête d'un juge cantonal, les manifestants transportés dans la cave du magasin Globus et les postes de police voisins. Les excès policiers furent largement niés ou banalisés par la presse locale au lendemain de l'événement. Le *Tages-Anzeiger* et les sociaux-démocrates prirent le parti de s'aligner sur le scénario de l'ordre soutenu par la *NZZ* et les conservateurs. Cet alignement précoce eut pour effet de bloquer pratiquement tout débat public sur les violences policières et, fortes de l'appui de l'opinion publique, la mairie interdit la rue au mouvement.

Le scénario du Tages-Anzeiger et des sociaux-démocrates

Les journalistes du *Tages-Anzeiger* et les membres influents du parti socialiste adoptèrent le scénario de l'ordre public dès le lendemain de l'émeute. L'action policière fut taxée de „correcte“ et l'usage de la force publique de „justifié“. L'éditorialiste du *Tages-Anzeiger* choisit les images suivantes: la police fut „extrêmement tolérante“, elle „évita toute provocation“ et portait „démonstrativement le képi au lieu du casque d'acier“ (*TA*, 1.7.68). Le quotidien insista sur la procédure régulière de l'intervention policière: celle-ci émit un „avertissement“ et le temps imparti aux manifestants pour se disperser fut „prolongé“. En évoquant la chronologie des événements, le *Tages-Anzeiger* hésita entre le modèle d'une violence programmée et celui d'une escalade. Il affirma ainsi que la manifestation avait „échappé au contrôle des organisateurs“, mais se hâta d'affirmer quelques lignes plus loin que „quelques groupes étaient plus organisés que d'autres“. On peut y lire ainsi:

„Les premiers missiles lourds volent maintenant, jetés par des manifestants dont la stratégie paraît plus organisée et dirigée“ (*TA*, 1.7.1980)

Plus en accord encore avec le scénario de l'ordre public, des manifestants sont stigmatisés comme „troupes de choc“ (métaphore militaire) „de militants“, „des jeunesses d'extrême gauche“. Plus loin, le *Tages-Anzeiger* recourt au modèle de la manipulation en distinguant explicitement entre manifestants „honnêtes“ et „malhonnêtes“. Les violences sont par ailleurs décrites comme étant „dirigées“.

En revanche, les brutalités policières furent pratiquement passées sous silence. Le *Tages-Anzeiger* choisit en fait de n'en parler qu'à la troisième et dernière page de son reportage. Les deux journalistes qui signèrent l'article jugèrent „excusables“ les excès commis pendant la

manifestation et leur critique se focalisa uniquement sur les passages à tabac dans les locaux de police. Cet article fut cependant isolé. L'éditorialiste, dans son commentaire de la première page, n'y fit pas allusion et les éditions successives du quotidiens ne sont pas revenues sur ce thème. Au contraire. Le 3 juillet, la rédaction du quotidien jugea nécessaire de publier une déclaration, qui dit ceci:

„Les désordres publics des derniers jours ont créé une situation qui nécessite de la conviction et de la dignité. C'est ce dont nos autorités ont fait preuve. Le gouvernement municipal a démontré par ses déclarations publiques (...) et sa récente décision (interdiction de manifester) qu'il a parfaitement compris l'esprit du moment. Quant à la police, il faut reconnaître qu'elle fit de son mieux pour gérer une situation difficile et qu'elle le fit avec *habileté* et *patience*“ (TA, 3.7.1968, nos italiques)

La position du *Tages-Anzeiger* sur le rôle de la police fut pratiquement interchangeable avec celle de la *NZZ*. Ainsi, par exemple, la *NZZ* écrivit:

„Si, comme c'est arrivé à quelques reprises, un coup de trop fut donné et des vocables peu recommandables furent entendus du côté de la police, il faut reconnaître que les agissements des provocateurs en portent l'entière responsabilité.“ (*NZZ*, 1.7.1968)

La position commune du *Tages-Anzeiger* et de la *NZZ* ne resta pas incontestée dans l'espace public zurichois. L'organe communiste, *Vorwärts*, donna une toute autre version des faits: „Les manifestants et les témoins oculaires de la manifestation sont tous d'accord: le premier affrontement devant le Globus fut clairement le résultat de la provocation de la police“ (*Vorwärts* 4.7.68). „Les excès“, pour cet hebdomadaire, „ne peuvent plus être considérés avec condescendance comme explicables par la colère de quelques policiers“. Pour *Vorwärts*, la Municipalité entreprit une „chasse aux sorcières“ et sa réaction fit usage de „méthodes antidémocratiques et fascistes“. Le *Blick* adopta lui aussi le scénario des libertés publiques. Dans les jours qui suivirent l'événement, ce quotidien prit à parti la police et se servit de métaphores contrastant avec les qualificatifs de „habileté“ et de „patience“ choisis par le *Tages-Anzeiger*. En effet, le *Blick* parla „d'excès rappelant la Gestapo“, de „mentalité gestapiste“ dans les rangs

policiers, de „passages à tabac évoquant les pires agissements de la Gestapo“ , de „justice revancharde et brutale“ et, dernière citation, d’„action policière aveugle“.

Au parlement municipal, cependant, le scénario des libertés publiques ne trouva pratiquement aucun sponsor. Les prises de parole publiques des socialistes et syndicalistes exprimées dans *Volksrecht* ne dévièrent guère de la ligne adoptée par le *Tages-Anzeiger*. Dans l’édition du 4 juillet 1968, les manifestants furent assimilés à des „bandes“, des „meutes déchaînées“ (modèle de l’irrationalité) et leurs agissements furent qualifiés d’„insensés“. Le narratif de la manipulation fut employé explicitement: „La stratégie de la provocation est une méthode perfectionnée de la manipulation politique“. *Volksrecht* recouru au modèle de l’outsider non représentatif. Il parla d’une „poignée d’agitateurs“, d’une „insignifiante mais bruyante minorité de forces négatives“, lesquels „se jouent“ des „jeunes gens venus pour manifester positivement“. Ces individus furent dits „venus à Zurich pour casser du flic“. Quant à l’intervention de la police, même si les socialistes reconnurent qu’elle fut „dure, même très dure“, ce fut pour ajouter aussitôt qu’elle était aussi „compréhensible“ vu la situation et que, en règle générale, la police était dans une „situation d’autodéfense“. Les syndicats zurichois, dans une déclaration publique, affirmèrent à l’adresse des manifestants que „celui qui use de la violence n’a aucun droit à en être protégé“ (dans *Tagwacht*, 5.7.68). Pour un locuteur s’exprimant dans *Volksrecht*, Ulrich Kägi, l’émeute obligeait à choisir son camp:

„Les émeutes de Globus contraignent chacun à prendre position. Il s’agit de savoir si l’on est pour ou contre l’Etat de droit“ (*Volksrecht*, 4.7.68)

La fraction du parti socialiste adopta, il est vrai, une position plus nuancée. Dans une déclaration reproduite dans la presse le 4 juillet, elle prit à parti les „casseurs notoires“ et remercia la police pour son intervention. Cependant, elle manifesta sa „désapprobation“ quant aux excès commis contre les manifestants arrêtés. Elle fit également usage du narratif d’une violence programmée en distinguant entre les manifestants et les casseurs venus pour l’affrontement avec les forces de l’ordre.

Le tournant

La convergence des prises de paroles, au lendemain de l’émeute, en faveur du scénario de l’ordre fut vécu par les autorités municipales comme un „tournant“ et, corrélativement, par les

manifestants comme un „pogrom“. Dans un article publié deux jours après l'émeute dans un quotidien bernois, Ernst Bieri, membre conservateur du gouvernement, fit l'analyse suivante:

„Il était nécessaire de montrer à la population passive qui véritablement était derrière les „forces actives“ qui proclamaient injustement parler au nom de toute la jeunesse (...). La réaction est aujourd'hui beaucoup plus limpide qu'il y a trois semaines. La vaste majorité des forces politiques est outragée par le comportement d'un petit groupe d'extrémistes de gauche.“ (*Der Bund*, 2.7.1968)

Dans son édition du 7 juillet, la *NZZ* écrivit:

„Les événements ont provoqué un renversement de l'opinion publique. Après une phase de disponibilité, démontrée par de larges cercles, pour le dialogue avec les jeunes critiques de l'establishment, de partout viennent maintenant des appels à la restauration de l'ordre.“ (*NZZ*, 7.7.68)

Ce tournant de l'opinion, le *Tages-Anzeiger* l'avait déjà diagnostiqué dans son édition du 1 juillet:

„La colère montante qui pouvait s'observer ces derniers jours dans la population a tourné à l'indignation. La priorité maintenant - de la part des jeunes gens bien intentionnés, des autorités aussi bien que de la presse - doit être accordée aux efforts pour rendre à la ville son climat de normalité“ (*TA*, 1.7.68)

Ce *tournant* permit aux autorités, le 2 juillet déjà, de prononcer une interdiction générale de manifester qui se prolongea durant deux semaines. Cette décision fut accueillie avec bienveillance par le *Tages-Anzeiger* (voir ci-dessus) et, bien que la mesure fût clairement inconstitutionnelle, aucune organisation ne se crut assez forte pour déposer un recours administratif. Le tournant produisit au contraire un climat de perplexité au sein du mouvement (Kriesi 1984:187). Un observateur libéral, Hermann Mohler, put affirmer que 80% de la population était derrière „la police et le gouvernement“ (*Weltwoche*, 9.8.68) et que la jeunesse était „profondément affectée moralement“ et dans un „état de dépression collective“ par une situation par ailleurs décrite par de nombreux observateurs comme un „pogrom“. Le mouvement fut démobilisé. Pendant plusieurs mois, aucune manifestation ne fut plus organisée par les étudiants et le mouvement des jeunes. La revendication d'un centre autonome fut plus ou moins abandonnée et les organisations à l'origine

abandonnée et les organisations à l'origine de la manifestation du Globus disparurent (Wisler 1996).

La manifestation de l'Opéra

La manifestation de l'Opéra eut lieu le 30 mai 1980. Son contexte fut le suivant. La Municipalité avait décidé de soumettre au référendum un crédit de 240 millions de francs pour la rénovation de l'Opéra. Alors que la droite soutenait le projet, la gauche était divisée. Les socialistes faisaient campagne pour le non, arguant du fait que la culture populaire faisait systématiquement les frais d'une politique culturelle élitiste; mais les syndicats avaient pour leur part rejoint la droite dans l'espoir de créations d'emplois grâce au grand projet.

La manifestation de l'Opéra fut organisée par un comité ad hoc qui réclamait un espace pour les „cadavres de la politique culturelle de la ville“. L'événement, qui rassembla 200 personnes, dégénéra en confrontation avec la police et marqua le point de départ d'une vague de plus de 70 manifestations, souvent violentes, qui se prolongea jusqu'en avril 1982. L'émergence du mouvement s'explique par l'adoption immédiate par d'importants locuteurs du scénario des libertés publiques. La police, affaiblie par l'effet de projecteur des médias qui s'ensuivit, renonça temporairement à réprimer durement le mouvement et favorisa du même coup la mobilisation. Plus tard, l'opinion publique se retourna. Le projecteur des socialistes et du *Tages-Anzeiger*, braqué initialement sur les pratiques policières, perdit de son intensité et, à la faveur de ce *tournant*, le maintien de l'ordre se transforma une nouvelle fois en restauration de l'ordre. A la fin de la vague de mobilisation, les manifestations furent systématiquement interdites et la police recouru aux balles en caoutchouc et aux arrestations massives pour dissoudre le mouvement.

Le scénario du Tages-Anzeiger et des socialistes

Relatant les événements, le *Tages-Anzeiger* ne cita initialement que des sources favorables au mouvement. Conformément au scénario des libertés publiques, ce quotidien adopta ainsi le narratif de l'escalade. Il écrivit:

„Peu après que les jeunes manifestants fussent arrivés devant l'entrée principale de l'Opéra, un groupe de policiers, munis de *boucliers et de casques*, intervint et *chassa* les manifestants“ (*TA*, 2.6.80, nos italiques)

Dans le même esprit, *Volksrecht*, l'organe socialiste, souligna le caractère pacifique de la manifestation et précisa que les manifestants ne cédèrent pas immédiatement à la provocation d'une police „armée“ et négligeant, comme cela fut suggéré par le journaliste, la procédure administrative régulière des avertissements:

„Les manifestants s'assirent devant l'Opéra jusqu'au moment où la police, *armée*, intervint *sans avertissement* à partir de l'envers du bâtiment. Néanmoins, la manifestation resta *pacifique* pendant encore *un bon moment*“ (*Volksrecht*, 6/7.6.1980, nos italiques)

Décrivant le comportement de la police lors d'une manifestation subséquente, *Volksrecht* employa une nouvelle fois explicitement le narratif de la provocation policière:

„Cette fois, la police provoqua clairement en vain“ (*Volksrecht*, 6/7.6.80)

L'intense activité de construction sociale sous-jacente à ces textes transparaît si on les compare au texte de la *NZZ*. Relativement à cette même séquence d'événements, la *NZZ* écrivit en effet:

„A 19.00 (...) l'entrée principale fut *occupée* de telle sorte que les spectateurs de l'Opéra ne purent entrer. A 19.28 la police décida de déployer ses 30 *hommes*, qui étaient à l'intérieur du bâtiment. Par un cordon, ils formèrent un „passage“ pour les spectateurs et les manifestants furent *quelque peu bousculés*“ (*NZZ*, 2.6.80, nos italiques)

Le langage de la *NZZ* est un langage juridique. Elle insiste, avec l'emploi du terme „occupation“ pour décrire le sit-in, sur le caractère illégal de l'action protestataire justifiant ainsi implicitement l'intervention policière. Cet intérêt de la *NZZ* pour l'illégalité de l'action des manifestants contraste avec l'intérêt du *Volksrecht* pour celle de l'action policière. Les policiers „armés“, avec des „boucliers et des casques“ du scénario des libertés publiques sont devenus, dans le texte de la *NZZ*, de simples „hommes“, et, de surcroît, ces derniers ne sont que „trente“. De plus - toujours l'usage d'euphémismes - ils ne font que „bousculer quelque peu“ les manifestants. L'emploi du passif pour décrire l'action de la police permet d'évacuer encore un peu plus la responsabilité de la police dans l'intervention (cf. Trew 1979). On note également la précision clinique de la *NZZ* dans le script. Les minutes exactes sont indiquées là où le *Tages-Anzeiger* employait l'adverbe „tout de suite“. Cette précision évoque la précision administrative et, en fait, trahit l'usage par la

NZZ du texte de l'institution policière. Alors que le *Tages-Anzeiger* donnait la parole à des sympathisants du mouvement, la *NZZ* utilisa la description des événements donnée par la police lors de sa conférence de presse. En conclusion, ce qui ressemblait à une provocation de la part d'une police anti-émeute dans l'interprétation du *Tages-Anzeiger* et du *Volksrecht* apparut comme une pure opération de routine fondée sur le droit dans l'article de la *NZZ*.

L'interprétation des deux quotidiens libéraux lors de la manifestation de l'Opéra contrasta fortement avec leur adoption, en 1968, du scénario de l'ordre. Cette fois, les narratifs à l'oeuvre provinrent tous du scénario des libertés publiques. La police, et non plus les manifestants, fut stigmatisée comme responsable des violences; les manifestants, et non plus la police, furent décrits comme „patients“. On observe également des changements dans les diagnostics et les pronostics. Cette fois, socialistes et quotidiens libéraux adoptèrent un modèle „structurel“ pour expliquer l'éruption violente. Les socialistes identifièrent l'émergence de nouvelles valeurs et prirent la Municipalité à parti pour avoir trop longtemps négligé des développements sociaux. Ainsi, au parlement local (dans *NZZ*, 26.6.80), Ramer (PS) estima „urgent“ d'intervenir en faveur des jeunes; Zbinden (PS) affirma que „beaucoup d'erreurs furent commises par le passé, et que la responsabilité en revenait aussi aux partis politiques et à l'administration“; Roy (PS) s'en prit à „ceux qui veulent à tout prix un Etat de droit alors que le monde autour d'eux est en train de s'écrouler“. Dans un commentaire, *Volksrecht* écrivit:

„Ils (les jeunes) attendent toujours - depuis l'émeute du Globus - d'obtenir un centre de jeunesse“ (*Volksrecht*, 2.6.1980)

Commentant le refus initial des autorités de négocier avec les jeunes sous la „pression de la rue“, un éditorialiste du *Volksrecht* écrivit:

„Ceux qui ne réagissent que lorsque des pavés volent ne devraient pas être surpris lorsque, effectivement, les pavés volent (...) Quand donc est-ce que les autorités ont daigné discuter avec les jeunes?“ (*Volksrecht*, 2.6.80)

Les socialistes et le *Tages-Anzeiger* plaidèrent pour le dialogue et les réformes. En 1968, ils avaient été acquis au discours répressifs de la droite.

Le tournant

Comme pour Globus, mais plus tard dans la vague de protestation, l'opinion finalement bascula. La police zurichoise observa ce tournant de l'opinion publique ainsi que les extraits d'interview avec le commandant de la gendarmerie cantonale zurichoise (*Sicherheitspolizei*) suivants l'attestent:

„Au début des années 1980, le parlement cantonal n'était guère intéressé aux événements de Zurich. Il s'agissait de la ville et, là, la pression de la gauche était considérable. On disait que les jeunes devaient pouvoir articuler leurs revendications, etc. Et puis, progressivement, la pression de la droite s'est exercée (...). Ca, dans la police, on a pu l'observer et on a reçu alors un sérieux coup de main“ (interview, juin 1995, DW).

et encore:

Plus les manifestations duraient au début 1980 et plus la pression de la droite s'exerçait: „Vous devez faire quelque chose“, „les citoyens en ont ras-le-bol“, „Vous devez mettre un terme à tout cela“, etc. (...). Au début, on a probablement attendu trop longtemps. En principe, on tolérait toutes les manifestations. On disait que la manifestation officielle serait tolérée, mais pas l'illégale; et puis, lorsque celle-ci avait lieu, on la tolérait quand même. Du côté des manifestants, cette attitude engendrait l'impression qu'ils étaient maîtres de la rue et qu'on interviendrait pas. *Le tournant résultait moins d'une modification de la tactique policière que d'un renversement de l'opinion.* La population en avait assez. Les revendications du mouvement étaient toutes plus ou moins satisfaites: „Que veulent-ils encore?“, „Ils ne veulent plus que des démonstrations de force dans la rue“, „Ils se mettent à constituer des petits groupes“, etc. Bien sûr, dans la police, on pouvait observer ce changement et, bien sûr, on sentait maintenant que l'opinion était derrière nous“ (interview, juin 1995, DW)

Le tournant dans le parlement et le *Tages-Anzeiger*

Pour situer ce tournant de l'opinion publique dans la chronologie de la vague de mobilisation zurichoïse, nous avons repris la partition proposée par Kriesi (1984) et distingué quatre phases. La première période conduisit de l'émeute de l'Opéra et l'ouverture d'un centre autogéré à sa fermeture le 7 septembre 1980. Suivit une période de nouvelle mobilisation du mouvement jusqu'à l'ouverture du second centre, le 3 avril 1981. La troisième période dura jusqu'au 12 octobre 1981, date à laquelle le centre fut une nouvelle fois fermé. La quatrième et dernière période - appelée par Kriesi la période de „destruction du mouvement“ - se prolongea jusqu'aux élections de mars 1982. Ces élections, remportées par la droite, refermèrent définitivement en quelque sorte la fenêtre d'opportunités sur le mouvement.

Au parlement municipal, le „tournant“ se manifesta par la défection des socialistes et une droite toujours plus vocale. Le tableau 1 indique le nombre d'interventions formelles par période et par coalition dans le législatif municipal. On y observe tout d'abord que, après une période initiale d'intense activité, les sponsors des libertés publiques devinrent silencieux. En fait, les socialistes, qui sont à l'origine de la plupart des interventions libérales, n'ont plus effectué qu'une interpellation lors des troisième et quatrième phases. Les trois autres interventions furent le fait de l'extrême gauche. La „pression de la droite“, selon ce tableau, prit consistance dans la seconde phase. A partir de la troisième phase, l'attention du parlement tomba dramatiquement. Tandis que, en moyenne, toutes les deux manifestations donnaient lieu à une interpellation parlementaire jusqu'en octobre 1981, à partir de cette date elles ne furent plus qu'une sur dix à le faire. On peut ajouter que les dernières interventions parlementaires ne furent plus suivies de débats. Les socialistes comme la droite cessèrent simplement de débattre de l'ordre public. De surcroît, alors que les réponses du gouvernement pendant l'année 1980 s'étendaient sur plusieurs pages dans les procès-verbaux de la Municipalité, elles devinrent laconiques en 1982. Une ou deux phrases tinrent lieu désormais de réponse et de justification pour la répression de la mobilisation. A ce moment, en vérité, le silence autour du mouvement était aussi épais que lourd. Alors que le silence s'épaississait autour de la mobilisation, ironiquement, la répression, comme on va le voir, s'intensifiait.

Tableau 1

Qu'en est-il de la couverture de presse de la mobilisation? Peut-on observer une évolution similaire dans les mass médias? La protestation est-elle devenue un point aveugle de l'opinion publique? Le Tableau 2 résume en quelques chiffres l'évolution de la couverture de la vague de protestation de la *NZZ* et du *Tages-Anzeiger*. Le taux de répercussion de la *NZZ* diminua sensiblement au cours du cycle. Cette diminution fut assez nette si l'on considère la taille des articles. Durant la première période, la couverture médiane de la protestation s'étendait sur deux tiers d'une page de la *NZZ*; dans la dernière phase, les manifestations ne furent plus relatées que dans la section des brèves. La taille moyenne des articles du *Tages-Anzeiger* diminua également, mais dans des proportions moindres. Les manifestations de la première période furent régulièrement couvertes sur une pleine page alors qu'à partir de la seconde phase on passe à une demi page en moyenne. L'intensité du projecteur des médias faiblit au cours de la vague et la protestation, sans devenir véritablement un point aveugle de l'opinion publique, se déroula progressivement en marge de celle-ci.

Tableau 2

Le tournant, la police et les manifestants

Comment la police a-t-elle réagit au silence soudain de la gauche et à la diminution de l'intensité du projecteur médiatique? Pour aborder cette question, on distinguera entre plusieurs indices de répression. Lorsque la police s'interpose pour disperser un cortège ou un rassemblement non autorisés, on parlera de comportement légaliste; l'action policière est simplement répressive si la force publique est employée plutôt que la tolérance pour contrôler les désordres; finalement, la police peut recourir aux balles en caoutchouc pour disperser la manifestation. Ces balles en caoutchouc sont controversées en Suisse et à plusieurs reprises, mais sans succès, la coalition des libertés publiques a tenté de le prohiber du maintien de l'ordre. En ce sens, leur emploi est une bonne mesure de l'intensité de la répression.

Tableau 3

A mesure que la vague de protestation progressa, la police devint plus légaliste, plus répressive et l'emploi des balles en caoutchouc plus systématique (Tableau 3). Pour ces trois indicateurs, on observe que le niveau de répression doubla entre la première et la dernière phase. Ainsi, la police ne fit usage des balles en caoutchouc que dans une manifestation sur deux dans la première

période; dans la dernière, ces balles furent utilisées dans chaque opération de dispersion. Le graphique 1 permet de visualiser cette progression. Le style de la police variait en fait fortement d'un mois à l'autre dans les premières heures de la mobilisation et ce n'est qu'à partir de mai 1981 environ que ce style devint plus consistant et plus dur. La prudence et les hésitations initiales des forces de l'ordre trahissent une perte de repères sous l'intensité du regard scrutateur de l'opinion publique. La police, bien que soutenue par la *NZZ* et par la droite, était alors constamment critiquée par le *Tages-Anzeiger* qui, on l'a vu, adopta un scénario de libertés publiques. Ainsi, dans son édition du 20 juin 1980, alors qu'une manifestation avait été dispersée aux gaz lacrymogènes, le *Tages-Anzeiger* dénonça l'intervention policière sur une pleine page. L'éditorial suggestif, écrit par le rédacteur en chef du quotidien, titra: „Pas comme ça!“.

Sous les feux de la critique, controversée, la police ne répondit pas systématiquement par l'emploi de la force publique aux désordres. Mais lorsque la situation, peu à peu, tourna en sa faveur et que le projecteur des médias s'éteignit, la répression s'intensifia. L'emploi des balles en caoutchouc devint alors routinier; les cortèges en faveur du mouvement furent déclarés illégaux et dispersés systématiquement. Ce regain de répression, et de violences protestataires corrélatives, n'entraîna pas un regain d'attention publique. Au contraire même. Les locuteurs, journalistes et politiciens de gauche, gardèrent le silence et à la faveur de cette nouvelle majorité silencieuse la police entreprit de restaurer l'ordre public.

Alors que la protestation devenait progressivement un point aveugle de l'espace public et que le scénario de l'ordre s'y imposait, la configuration de la protestation changea (Tableau 4). Elle devint plus militante tandis que, parallèlement, un processus de démobilisation s'engagea. A la fin de la vague, deux manifestations sur trois se terminaient par des affrontements avec les forces de l'ordre. Cette violence s'explique à la fois par l'intensification de la répression et à l'exit des modérés. Alors que les coûts de la mobilisation augmentaient (5 manifestants perdirent un oeil à la suite d'interventions avec des balles en caoutchouc), les manifestants plus modérés abandonnèrent l'action non conventionnelle. Ils étaient en moyenne 600 à participer aux manifestations au début de la vague de protestation et ne furent plus que 200 environ à la fin. Les actions, interdites et dispersées systématiquement par la police, se firent aussi moins fréquentes.

Tableau 4

Conclusion

Les stratégies de la rue ne sont pas simplement des produits du face à face entre adversaires temporaires durant l'événement protestataire mais des réponses à la réalité virtuelle qui se fige dans l'espace public. Selon le scénario qui s'impose dans les luttes discursives sur le maintien de l'ordre, la police se retrouve confortée ou, au contraire, affaiblie. Corrélativement, l'opportunité de continuer la lutte ou de l'abandonner se décide dans les alignements discursifs qui s'effectuent au lendemain de la manifestation. La police reconstruit son identité et la légitimité de son action à la lumière du scénario adopté par les locuteurs dans l'espace public. Si l'oeil public cesse de scruter son action et que l'emploi de la force est légitimé, la police est alors susceptible de donner du muscle et peut, comme ce fut le cas dans la vague de l'Opéra, recourir à des moyens par ailleurs controversés. La restauration de l'ordre fait place alors au maintien de l'ordre. De la même manière, les manifestants se constituent en public attentif des joutes discursives qui les prennent pour objet. Au moindre signe d'une fatigue de l'opinion, la protestation perd de sa vigueur et, soumise à une répression redoublée, elle peut aussi se radicaliser.

L'effet des alignements discursifs des locuteurs publics ne se déploie pas uniquement durant des vagues de protestation mais également dans en dehors de celles-ci. Les acteurs de la rue anticipent à chaque instant l'opinion publique. La police, forte de ses ressources institutionnelles, observe avec attention les moindres modifications et décalages de l'opinion. La presse est scrutée par des spécialistes et des „revues de presse“ sont constituées et incorporées aux dossiers sur les manifestations. C'est en fonction de leur connaissance de l'opinion, telle qu'elle s'exprime de manière itérative à chaque manifestation, que les adversaires de la rue sélectionnent les coups „jouables“. Si la police hésite à réprimer telle manifestation d'agriculteurs et moins, peut-être, une manifestation de squatters, c'est qu'elle s'inquiète de l'opinion publique et qu'elle se souvient des luttes discursives passées. Les coups sont parfois joués au second degré. Manifestants et police entreprennent telle ou telle action en fonction de la réaction attendue de l'adversaire et dont on anticipe un gain en terme d'opinion publique. Ainsi, par exemple, la stratégie de la provocation des années 1970 consistait à pousser la police à réagir durement de manière à engranger, le cas échéant, les bénéfices de l'outrage public attendu. La police, comme nous avons pu le constater en consultant certains dossiers en Suisse, agissait avec le même degré d'anticipation: il s'agissait, par exemple, de laisser dégénérer une manifestation pour n'intervenir qu'une fois le mouvement clairement disculpé aux yeux de l'opinion publique.

Pour comprendre l'interaction entre manifestants et policiers dans la rue, il est nécessaire d'introduire le terme manquant de l'espace public. A ce niveau se joue le destin de scénarios opposés qui, lorsqu'ils gagnent la bataille discursive, modifient le rapport de forces dans la rue. La question plus difficile des conditions du succès d'un scénario reste à éclaircir. La discussion des émeutes du Globus et de l'Opéra a montré que ce succès ne dépend pas nécessairement de l'évidence offerte par la réalité extérieure. Un abus, une brutalité n'en est une, socialement, que lorsqu'elle est nommée et les conditions de la dénomination ne sont pas claires. Les allégations d'excès furent démenties par la majorité des locuteurs dans le cas du Globus alors que, dans le cas de l'Opéra, elles trouvèrent des soutiens importants au sein du parti socialiste et de la presse libérale. Elucider cette question permettrait, finalement, d'approfondir notre connaissance des stratégies de la rue.

Bibliographie

- Bennett, Lance, W., 1980. *Public Opinion in American Politics*. Harcourt Brace Jovanovich: New York
- Bruneteaux, Patrick, 1996. *Maintenir l'ordre*, Presses de sciences po: Paris
- Champagne, Patrick, 1990. „La manifestation de papier“. Dans: *La Manifestation*, édité par Pierre Favre, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques: Paris
- Della Porta, Donatella, 1998. „The Political Discourse on Protest Policing : Italy and Germany from the 1960s to the 1980s“. In: *How social movements matter*, edited by Marco Giugni, Doug McAdam, and Charles Tilly, University of Minnesota Press: Minneapolis (à paraître)
- Fairclough, Norman, 1992. *Discourse and Social Change*, Polity Press, London
- Gamson, William et André Modigliani, 1986. Media discourse and Public Opinion on Nuclear Power. *Working Paper* No. 5. Boston College Program in Social Economy and Social Justice
- Gamson, William, 1975. *The Strategy of Social Protest*, Belmont, Wadsworth
- Gitlin, Todd, 1980. *The Whole World Is Watching. Mass media in the making and unmaking of the new left*, Berkeley, University of California Press
- Giugni, Marco et Dominique Wisler, 1998. „Political coalitions, Face-to-Face Interactions, and the Public Sphere: An Examination of the Determinants of Repression with Protest Event Data“, papier délivré à la „Deuxième conférence sur l'analyse d'événements protestataires“, Berlin, 9 et 10 juillet
- Hunt, A. Scott, Benford, Robert D., and Snow, David A. 1994. „Identity fields: Framing processes and the social construction of movement identities“. In: *Social Movements: From Ideology to Identity*. Philadelphia: Temple University Press
- Karstedt-Henke, Sabine, 1980. „Theorien zur Erklärung terroristischer Bewegungen.“ In: *Politik der inneren Sicherheit*, édité par Erhard Blankenberg, Frankfurt: Suhrkamp, p. 198-234.
- Kriesi, Hanspeter, 1984. *Die Zürcher Bewegung. Bilder, Interaktionen, Zusammenhänge*, Campus Verlag: Frankfurt
- Loubet del Bayle, Jean-Louis, 1992. *La police*. Paris: Montchrestien
- Mann, Leon, 1974. „Counting the Crowd Effects of Editorial Policy on Estimates.“ *Journalism Quarterly* 51: 278-285.
- Morley, David, 1973. „Industrial conflict and the mass media“. In: Stanley Cohen and Jock Young, *The manufacture of news. Deviance, social problems and the mass media*. London, Communication and society series: Sage.
- Murdock, Graham, 1973. „Political deviance : the press presentation of a militant mass demonstration“, In Stanley Cohen and Jack Young, *The manufacture of new. Deviance, social problems, and the mass media*, London, Communication and society series: Sage
- Neidhardt, Friedhelm, 1993. „Oeffentlichkeit, öffentliche Meinung, Soziale Bewegungen“, *Kölner Zeitschrift für Soziologie*, Sonderausgabe, pp. 1-43

- Snow, David A., and Benford, Robert D., 1988. „Ideology, Frame Resonance and Participant Mobilization“. In: *International Social Movement Research* 1: 197-217
- Snow, David A., and Benford, Robert D., 1992. „Master Frames and Cycles of Protest“. In: *Frontiers in Social Movement Theory*, edited by Aldon D. Morris and Carol McClurg Mueller. New Haven: Yale University Press
- Schön, Donald A. and Rein, Martin, 1994. *Frame Reflexion. Toward the resolution of intractable policy controversies*, New York: BasicBooks
- Stark, Rodney, 1972. *Police Riots : Collective Violence and Law Enforcement*, Belmont: Ca. : Wadsworth
- Tackenberg, Marco, 1997. „Demonstrations and Discourse. A frame analysis“. *Master Thesis*, University of Geneva: Geneva
- Tackenberg, Marco and Dominique Wisler, 1998. „Die Massaker von 1932: Protest, Diskurs und Öffentlichkeit“, *Revue suisse de science politique* 4/2 (à paraître).
- Trew, Travis, 1979. „Theory and Ideology at Work“. In *Language and Control*, edited by Roger Fowler and al. Routledge: London
- Waddington, P.A.J., 1994. *Liberty and Order, Public Order Policy in a Capital City*, UCL Press: London
- Wisler, Dominique, 1996. *Drei Gruppen auf der Suche nach der Revolution*, Seismo: Zurich

Tableau 1 Interventions parlementaires par scénario et par période et la vague de protestation (juin 1980 à avril 1982)

scénarios	période			
	1er centre	mobilisation	2ème centre	dissolution
ordre public	2	6	2	0
libertés publiques	8	10	0	2
N	(10)	(16)	(2)	(2)

Table 2 La couverture de presse et la vague de mobilisation (juin 1980 à avril 1982)

Périodes	taux de couverture de la	taille de la couverture médiane	taille de la couverture
	NZZ (%)	des articles de la NZZ	médiane des articles du TA
1er centre	93.7	0.66	1.03
mobilisation	81.2	0.33	0.44
2ème centre	68.7	0.25	0.33
dissolution	75.0	0.13	0.43

Table 3 Style de la police durant la vague de protestation (juin 1980 à avril 1982), en %

Périodes	légalisme	répression	balles en caoutchouc
1er centre	30.8	43.7	55.5
mobilisation	35.5	50.0	66.6
2ème centre	25.3	64.7	83.3
dissolution	75.0	87.5	100.0

Tableau 4 Mobilisation et violence durant la vague de protestation (1980-1982)

Période	violence (en %)	médiane	manifestations/mois
1er centre	56.2	600	5.3
mobilisation	59.4	300	4.6
2ème centre	70.6	175	2.8
dissolution	75.0	250	1.3